

La quarante-deuxième lettre d'information (2019): Le FMI ne lutte pas contre les incendies financiers, mais les arrose avec de l'essence.



Quito, Équateur

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale.**

Les rues de Quito tremblent dans un mélange d'aspiration et de répression ; l'odeur des gaz lacrymogènes et les cris pour la liberté retentissent d'un bout à l'autre de la ville. L'état d'urgence du président Lenín Moreno (3 octobre) et le couvre-feu (12 octobre) donnent plus d'autorité aux forces armées de l'Etat, mais malgré des centaines de blessés et au moins cinq morts, la violence n'est pas parvenue à briser l'enthousiasme dans la rue. Les protestations se poursuivent. Les options de Moreno seront bientôt épuisées. L'oligarchie et le Fonds monétaire international (FMI), avec approbation implicite de la Maison blanche, pourraient lui demander de démissionner. Ils aiment que leur comprador soit crédible.

Le 13 octobre, Moreno a dû promettre de retirer le décret 833. La pression des rues, des Nations Unies et de la Conférence épiscopale équatorienne l'a forcé à s'asseoir à la table, et une discussion télévisée a eu lieu. Les dirigeants autochtones ont gagné le « débat »: ils étaient beaucoup mieux préparés que le président et ses ministres maladroits. Moreno et son équipe – la ministre du gouvernement María Paula Romo et le ministre de la défense Oswaldo Jarrín – ont quitté la salle pour une pause et se sont rendus. C'est un triomphe pour le peuple. Mais maintenant Moreno doit aller au FMI. Quelle pression cela lui mettra-t-il sur le dos ? La bataille continue.

Le conseil d'administration du FMI **se réunit** à Washington pour son assemblée annuelle. La nouvelle dirigeante du Fonds est Kristalina Georgieva – de Bulgarie – qui était auparavant à la Banque mondiale. Son travail n'est pas facile. Selon les "Perspectives de l'économie mondiale" (*World Economic Outlook*) du FMI, publiées en juillet, la production mondiale devrait se contracter à 3,2 % en 2019, contre 3,8 % (2017) et 3,6 % (2018). Afin de rester optimiste – avec peu de données à l'appui de cette attitude – le Fonds estime que les perspectives mondiales s'élèveront à 3,5 % en 2020. Mais Mme Georgieva et ses associés au conseil d'administration du Fonds savent que les choses sont bien plus sombres. La croissance économique mondiale continue de décevoir « , a récemment déclaré Mme Georgieva. Les **guerres commerciales** et les niveaux d'endettement élevés contribuent davantage à une crise générale du capitalisme.

Le nouveau "Rapport sur le commerce et le développement de cette année" (*Trade and Development Report (2019)*), produit par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), publié fin septembre, indique qu'une récession en 2020 est plus que probable. Ces dernières années, les taux de croissance ont été soutenus par « des baisses d'impôts ponctuelles et des déficits insoutenables, rendus d'autant plus précaires par une accumulation rapide de la dette privée, en particulier dans le secteur des entreprises ». Pendant ce temps, » les chiffres du chômage masquent les problèmes d'emplois précaires et découragent les travailleurs « . Si l'on ajoute à cela « les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la volatilité des flux de capitaux et la hausse des prix du pétrole », il semble inévitable que « sur ces tendances, un ralentissement, voire une récession, semble probable ».



N° de dossier 10 : *L'Argentine s'adresse au FMI.*

Il n'y a rien que le FMI puisse faire. Elle est redevable aux États-Unis, auprès desquels Georgieva espère récolter des fonds pour la cachette du FMI d'environ 1 billion de dollars. Les États-Unis continuent de dominer le FMI. En 2015, le FMI a publié une **étude** par le personnel du FMI qui s'opposait à une « économie axée sur l'offre », suggérant que la politique qui suggère des réductions d'impôts et de budgets ne mène pas à l'utopie. Au lieu de cela, les auteurs écrivent que les réductions d'impôts et les réductions budgétaires produisent des résultats dont les avantages » ne se répercutent pas ». Les implications de cette étude n'ont pas pénétré les étages supérieurs du FMI, ni le bureau du directeur général ni le conseil

d'administration. Le FMI poursuit ses activités comme si de rien n'était. Ses propres économistes ne sont pas aussi importants que les chuchotements du Trésor américain et de la Maison Blanche.

À la fin de l'année dernière, le Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad) a publié une importante **étude** sur les conditions des prêts du FMI et leur impact sur les soins de santé. L'auteur – Gino Brunswijck – a examiné les prêts du FMI à vingt-six pays entre 2016 et 2017. Dans vingt de ces vingt-six pays, » les gens sont allés en grève ou sont descendus dans la rue pour protester contre les compressions budgétaires, la hausse du coût de la vie, la restructuration fiscale et les réformes de la masse salariale imposées par les conditions du FMI « . Depuis la parution de l'étude, les habitants de l'Argentine, de la République tchèque, de l'Équateur, de l'Égypte, d'Haïti, de la Jordanie, du Maroc, du Pakistan, du Soudan, de la Tunisie et d'autres pays sont descendus dans les rues. Pour eux, il n'y a pas d'alternative : soit ils protestent, soit ils meurent de faim.



Les soldats allemands, leur mule et les gaz lacrymogènes (1916).

Plusieurs points importants ressortent de l'étude du Réseau européen et méritent réflexion :

1. Ces dernières années, les prêts du FMI ont été assortis d'un nombre accru de conditions d'ajustement

structurel. Le nombre moyen de conditions par prêt entre 2017 et 2018 était de 26,8 ; entre 2011 et 2013, le nombre moyen de conditions par prêt était de 19,5.

2. Dans le langage dense du prêt, il y a une série de conditionnalités « cachées » ; celles-ci se trouvent souvent dans les documents annexes du prêt.
3. Une fois les accords de prêt signés, le FMI revient pour ajouter d'autres conditions sur le même prêt.
4. Sur les vingt-six prêts étudiés, vingt-trois d'entre eux exigeaient un « assainissement budgétaire », ce qui signifie que les gouvernements ont été contraints de restreindre leurs dépenses. En d'autres termes, le FMI a imposé l'austérité à ces pays.
5. La plupart des pays qui se sont adressés au FMI étaient des « emprunteurs réitérants », ce qui signifie que les prêts du FMI n'ont pas réglé leurs problèmes, mais n'ont fait que les exacerber. Le FMI n'a rien fait pour résoudre l'insolvabilité structurelle de ces gouvernements, mais a plutôt imposé aux pays une dette insoutenable. En 2013, une **étude** du FMI a admis qu'en raison de l'accord conclu entre le FMI et la Grèce en 2010, « la confiance des marchés n'a pas été rétablie, le système bancaire a perdu 30 % de ses dépôts et l'économie a connu une récession beaucoup plus profonde que prévu avec un taux de chômage exceptionnellement élevé ». Les demandes du Fonds n'ont fait qu'aggraver les problèmes de la Grèce. Cette leçon n'a pas été retenue.
6. Enfin, le FMI a exigé l'austérité des pays en développement, même en temps de crise, sachant pertinemment que c'est le moment où il est important pour les gouvernements de dépenser pour stimuler les finances publiques dans une économie en chute. Les pays capitalistes avancés, par contre, n'observent pas la demande du FMI. Entre l'automne 2008 et le début de l'année 2009, calcule l'économiste français Cédric Durand, ces Etats ont engagé 50,4% du PIB mondial pour soutenir le secteur financier. Rien de cette générosité n'a été dédiée à soutenir les pauvres, qui constituent la grande majorité de la population mondiale.

La recette erronée consistant à l'austérité pour les pauvres et à la générosité pour les riches vient se camoufler derrière des **phrases** du FMI telles que « forger un pacte social plus fort ». L'**accord** entre le FMI et l'Équateur demandait au gouvernement de M. Moreno de réduire les salaires et de supprimer 140 000 employés du secteur public, tandis que les prix de l'énergie et les frais des services gouvernementaux seraient augmentés. Les riches n'en paieraient pas le prix. L'argent payé pour acheter des litres de gaz lacrymogène et de l'équipement de la police anti-émeute aurait tout aussi bien pu être versé pour les soins de santé et l'éducation. Le « pacte social » que le FMI se trouve à construire dans chaque pays est forgé non pas par les liens de la société, mais par les barricades de la protestation et de la répression.

Kalamashaka, Ni Wakati.

Chaque chef du FMI arrive à son poste avec un programme sensé être unique. Christine Lagarde voulait promouvoir l'équité entre les sexes, ce qui signifiait, pour Lagarde et le FMI, d'augmenter le nombre de femmes dans la population active. Dans l'un des **documents** de travail, les chercheurs du FMI ont souligné que cela ne serait possible que si les pays investissaient dans les infrastructures (comme les transports publics), promouvaient l'égalité des droits pour les femmes (comme l'égalité des droits en matière de succession et de propriété), et favorisaient l'accès à des services de garde d'enfants abordables. Cependant, la plupart des accords de prêt du FMI exigent des coupes dans les infrastructures publiques ainsi que dans les services de garde d'enfants et les soins de santé. En fait, la politique du FMI allait même à l'encontre du programme limité promu par M. Lagarde.

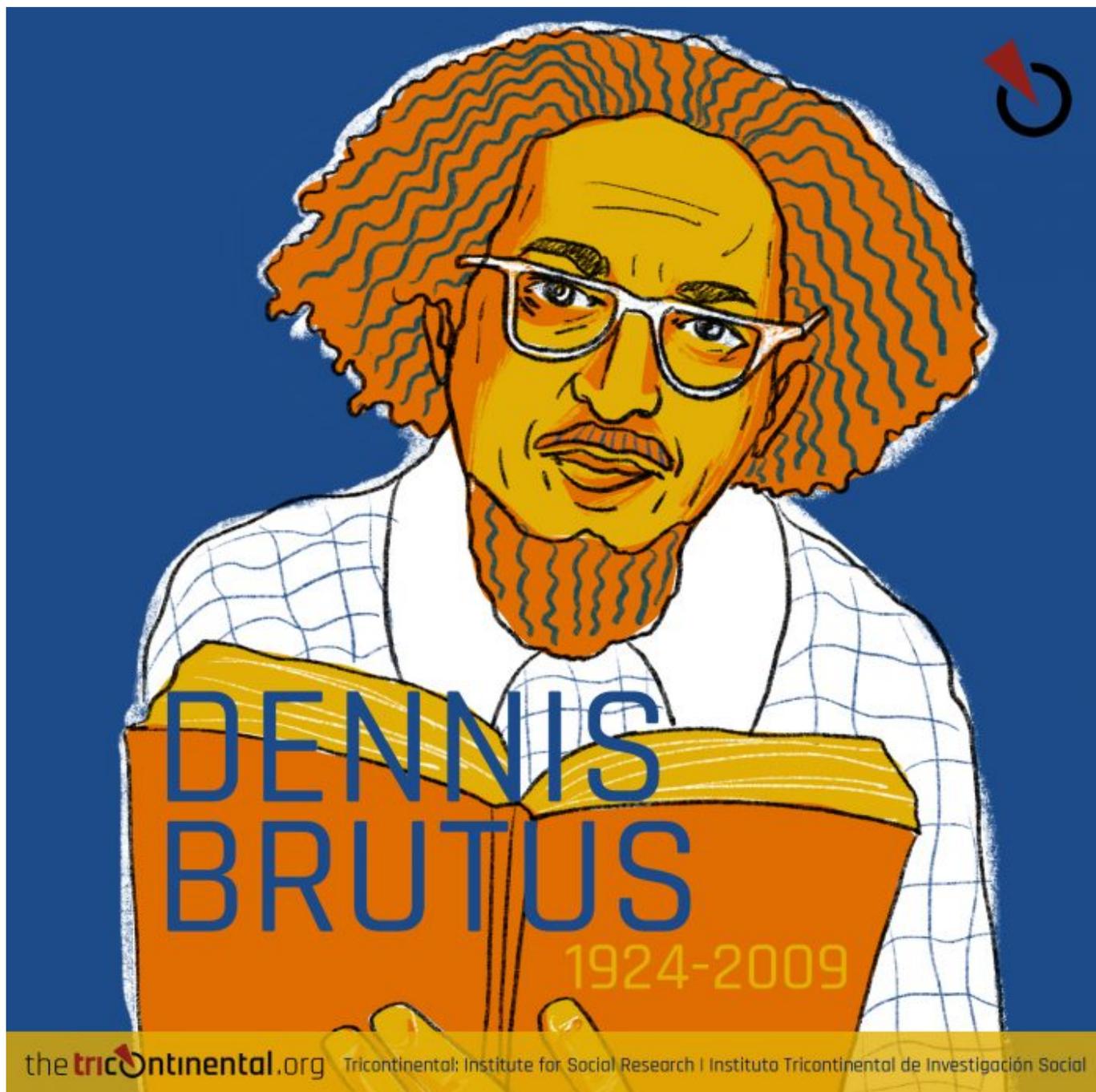


Ofelia Fernández dans le bureau de Buenos Aires Tricontinental.

Lagarde, qui est maintenant en lice pour diriger la Banque centrale européenne, aurait pu écouter Ofelia Fernández, une militante argentine de 19 ans qui se présente pour un siège dans le gouvernement de Buenos Aires. Ofelia ne veut pas définir sa politique de façon étroite. Elle voulait me faire comprendre **clairement** le mois dernier que le féminisme doit aborder toutes les questions sociales d'un point de vue féministe – et ne pas se limiter aux « questions des femmes », qui sont elles-mêmes, a-t-elle souligné, les problèmes de tout le monde. Dans les régions les plus pauvres de l'Argentine, des organisations ont vu le jour pour lutter contre les conséquences de la crise. La faim est un problème grave, l'accent étant mis en particulier sur la faim des enfants. La plupart des dirigeants de ces organisations populaires, a dit Ofelia, sont des femmes. Leur lutte autour de l'économie de soins et contre l'austérité doit également être considérée comme une lutte féministe. La lutte contre la faim, a dit Ofelia, est aussi féministe.

Mme Georgieva vient à son poste avec le désir de s'attaquer aux « risques climatiques » et de préconiser le passage à un système énergétique post-carbone. Sa politique consistera à réduire les subventions à l'énergie et à augmenter les taxes sur le carbone. Une étude récente du FMI **montre** que les factures d'essence et d'énergie des ménages devraient augmenter considérablement pour limiter le réchauffement climatique. Ce que nous avons ici, c'est de l'austérité présentée comme de l'environnementalisme. Plutôt que de promouvoir une série de taxes régressives sur les pauvres, le FMI pourrait préconiser une augmentation des dépenses consacrées aux transports publics et à la transition d'une énergie à base de carbone vers des formes d'énergie plus durables. Mais ce n'est pas le tempérament du FMI. La politique néolibérale et l'austérité correspondent à leur programme habituel depuis des décennies.

Le titre de ce bulletin ne vient pas d'un poète radical. Ça vient du Wall Street Journal. Pendant la crise financière asiatique de 1998, le WSJ a publié un éditorial dans lequel il déclarait que le FMI « n'a pas lutté contre les incendies financiers mais les a arrosés avec de l'essence ». Le FMI verse la première tranche d'essence.



Les gens veulent éteindre ces flammes. Leurs espoirs explosent dans le vers de Dennis Brutus (1924-2009), poète sud-africain anti-apartheid :

Il viendra un moment où nous croyons

quand la forme de la planète

et les divisions de la terre

sera moins important.

Nous serons pris dans la lueur de l'amitié.

Une étoile rouge d'espoir

illuminera nos vies.

Une étoile d'espoir.

Une étoile de joie.

Une étoile de la liberté.

Chaleureusement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*